

Appel à communications

Journée d'études

Néolibéralisme, new public management et perte de biodiversité

Cette journée d'études est organisée en coopération avec l'Université Lille 2, le laboratoire du CERAPS (UMR 8026), l'AgroParisTech et l'association de scientifiques *Développement durable & Territoires*.

Si la disparition accélérée des espèces fait l'objet de nombreux débats scientifiques pour saisir son ampleur – sixième extinction (Leakey et Lewin, 1997), Anthropocène (Steffen et al., 2011), effondrement des écosystèmes (Barnosky Anthony et al., 2012) –, la gravité de la situation et ses potentielles conséquences pour le maintien des socio-écosystèmes sont unanimement reconnues. La biodiversité est d'ailleurs un concept scientifique proposé par des biologistes de la conservation dans les années 1980 pour alerter les pouvoirs publics et l'opinion publique de l'érosion du vivant (Takacs, 1996). La perte du vivant, liée à des phénomènes comme l'artificialisation des sols et le changement climatique, entraîne de nombreuses irréversibilités écologiques qui menacent la pérennité de notre avenir. Le vivant peut difficilement être envisagé sans le prisme de sa disparition.

La montée en puissance depuis le milieu des années 1980 des logiques néolibérales au sein de l'action publique nationale française a provoqué de nombreuses modifications en son sein et ce, tant d'un point de vue cognitif qu'opérationnel (Dardot et Laval, 2010). Une nouvelle ligne théorique de conception de l'Etat et de son action apparaît. Les changements dans la conduite de l'action publique suivent les principes de performance, issus de la méthodologie d'action prônés par le néolibéralisme. Ce mouvement est régulièrement qualifié de *New Public Management* (NPM) (Bezès, 2008). Celui-ci désigne la tendance de l'action publique à adopter le référentiel d'action du secteur privé (notamment sa vision de l'efficacité de l'action) et à utiliser ses méthodes : application de techniques de gestion, mise en concurrence, managérialisation des services administratifs, recours au marché et aux consultants (Bezès, 2012 ; Henry et Pierru, 2012). La valorisation des partenariats public/privé, etc. (Dreyfus, 2011) a mis en évidence cette évolution. Les collectivités territoriales ont elles aussi suivi ce mouvement : de nouvelles méthodes d'action, d'instruments ou finalités s'institutionnalisent. Parmi elles, on retrouve la logique gestionnaire court-termiste (Bruno et Didier, 2013 ; Mercier, 2001), la culture du chiffre et du résultat (Salais, 2010), ainsi que de fortes contraintes budgétaires ou le recours au marché pour la gestion des biens communs émergents (O'Toole et Meier, 2011).

Le lien entre néolibéralisme et biodiversité a déjà fait l'objet de certains traitements (Arpin, Charvolin et Fortier, 2015 ; Petitimberty, 2016 ; Thomas et Boisvert, 2015). Ces travaux ont mis en évidence les conditions de production de la connaissance du vivant à partir d'un cadre cognitif issu du modèle néo-libéral (Maris, 2015).

L'objectif scientifique de cette journée d'études est de comprendre les effets des logiques économiques et politiques liées au néolibéralisme et au new public management sur la prise en charge de la perte de biodiversité et sur l'appréhension de la crise de la biodiversité. L'enjeu est *épistémologique* (interrogations sur les conditions de l'élaboration d'une analyse scientifique de la perte de biodiversité dans l'évaluation des politiques publiques) et *pratiques* (comment les politiques publiques peuvent internaliser cette crise dans leur élaboration et le développement de politiques adaptées).

La question de la perte de la biodiversité et de ses irréversibilités soulève de nombreuses questions en termes de compétences politiques et économiques, d'instruments, de réseaux d'acteurs et appelle à un renouvellement de l'analyse en SHS en termes spatiaux et temporels, lié à une interdisciplinarité croissante entre écologie scientifique et sciences humaines.

Il s'agit bien ici de mener une réflexion scientifique interdisciplinaire et d'aboutir à un cadre théorique commun pour faire émerger à la fois de nouvelles pistes épistémologiques et aussi de mettre en exergue les grandes évolutions économiques et politiques des territoires liées à la crise écologique et à la disparition du vivant.

Axe 1 : Rôle et influence du néolibéralisme et du new public management dans la prise en charge de la perte de biodiversité

Dans quelle mesure le néolibéralisme et le NPM, de par les représentations qu'ils diffusent, leur poids dans la prise de décision des acteurs politiques et économiques et leur rôle constituant influencent-ils le processus de prise en charge de la perte de biodiversité ? Quelles représentations et quel regard sont alors diffusés autour de la perte de biodiversité et de ses irréversibilités ? Il s'agit ainsi de réfléchir à la façon dont la perte de biodiversité est appréhendée, de l'influence du néolibéralisme et du NPM sur la politisation de la perte de biodiversité et les conséquences que cela engendre sur la prise en charge de la perte de biodiversité.

Axe 2 : Méthodes et instruments du new public management : quel statut pour la perte de biodiversité ?

Dans quelle mesure les instruments liés au néolibéralisme et au new public management (services écosystémiques, évaluation des politiques publiques, indicateurs de biodiversité, etc.) et leurs méthodes (partenariats public/ privé, recours aux cabinets de consultants, etc.) catalysent et légitiment la prise en charge de la biodiversité ? Et ainsi, comment contribuent-ils à construire l'objet biodiversité ? Quelles conséquences alors sur la prise en charge de la perte irréversible du vivant ?

Axe 3 : Néolibéralisme, new public management et crise de biodiversité : quelles conséquences pour les sciences humaines et sociales ?

La crise de biodiversité a des conséquences irréversibles sur la perte du vivant. En quoi cette situation inédite amène les SHS à ré-examiner et à envisager différemment leur méthode d'analyse et de compréhension du néolibéralisme et du new public management ?

Modalités pratiques

Cette journée d'études s'inscrit dans le cadre de la publication d'un dossier spécial de la revue *Développement durable & Territoires*, dirigé par les organisateurs de cette JE et à paraître en 2018. Ce numéro spécial donne lieu à un **Appel à publications** déjà diffusé dans les réseaux scientifiques. La date limite de réception des articles par les directeurs du numéro est prévue pour la mi-juin 2017. Les évaluations de ces articles par des évaluateurs externes sont prévues pour septembre 2017. Suite aux évaluations, des modifications nécessaires avant publication auront cours.

Il faut toutefois noter qu'une proposition de communication n'oblige pas ses auteurs à rédiger un article pour le dossier thématique de la revue DD&T et inversement, que

l'écriture d'un article dans le dossier ne signifie pas qu'une communication doit être faite lors de cette journée d'études. Les contributeurs pour la JE et pour le dossier restent libres de proposer une contribution à l'un et l'autre.

Cet appel à communication est ouvert à tous chercheurs en sciences humaines et sociales et en écologie. Les propositions faites par de « jeunes chercheurs » sont largement encouragées.

Le résumé - de 5000 caractères maximum - devra présenter la problématique, le cadre théorique et méthodologique, le terrain étudié ainsi que les principaux résultats.

Ce résumé est attendu pour le 20 mars 2017 maximum et doit être envoyé à l'adresse suivante : dossierbiodiversiteddt@gmail.com

Dans la mesure du possible, une partie des frais liés à la participation à cet évènement sera prise en charge.

La journée d'études se tiendra le 8 juin 2017 à l'Université Lille 2, Faculté des sciences juridiques et politiques, place Déliot, Lille (métro Porte de Douai).

CALENDRIER

Date limite de réception des propositions de communication : 20 mars 2017

Annonce des propositions retenues : 5 avril 2017

Envoi du texte de la proposition retenue (format communication et pas nécessairement article – précisions ultérieures à la sélection des propositions) : 25 mai 2017

Journée d'études : 8 juin 2017

COMITE D'ORGANISATION

Clémence Guimont, doctorante en science politique à l'Université Lille 2 (CERAPS UMR 8026)

Rémy Petitimbart, doctorant en science politique à l'Université Lille 2 (CERAPS UMR 8026)

Bruno Villalba, professeur des universités en science politique à l'AgroParisTech (CERAPS UMR 8026)

COMITE SCIENTIFIQUE

Valérie Boisvert, professeure ordinaire en économie écologique à l'IGD, UNIL, Lausanne

Leslie Carnoye, docteure en économie à l'Université Lille 1 (CLERSE UMR 8019)

Denis Couvet, professeur des universités en écologie au Museum national d'Histoire Naturelle (CESCO UMR 7204)

Nathalie Frascaria-Lacoste, professeure des universités en écologie à l'AgroParisTech, (ESE UMR 8079)

Géraldine Froger, professeure des universités en économie à l'université Toulouse – Jean Jaurès (LEREPS EA 4212)

Joana Guerrin, maîtresse de conférences en science politique à l'université de Nîmes (CHROME EA 7352)

Caroline Lejeune, post-doctorante en science politique, UNIL, Lausanne

BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE

ARPIN I., CHARVOLIN F., FORTIER A., 2015, « Les inventaires naturalistes : des pratiques aux modes de gouvernement », *Etudes rurales*, n° 195, 1, p. 11-26.

BARNOSKY ANTHONY, ELIZABETH A. HADLY, JORDI BASCOMPTE, ERIC L. BERLOW, JAMES H. BROWN, MIKAEL FORTELIUS, WAYNE M. GETZ, JOHN HARTE, ALAN HASTINGS, PABLO A. MARQUET, NEO D. MARTINEZ, ARNE MOOERS, PETER ROOPNARINE, GEERAT VERMEIJ, JOHN

- W. WILLIAMS, ROSEMARY GILLESPIE, JUSTIN KITZES, CHARLES MARSHALL, NICHOLAS MATZKE, DAVID P. MINDELL, ELOY REVILLA, ADAM B. SMITH, 2012, « Approaching a state shift in Earth's biosphere », *Nature*, 486, 7401, p. 52.
- BEZES P., 2008, « Chapitre 8. Le tournant néomanagérial de l'administration française », dans *Politiques publiques*, Paris, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.), p. 367.
- BEZES P., 2012, « État, experts et savoirs néo-managériaux », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 193, p. 16-37.
- BRUNO I., DIDIER E., 2013, *Benchmarking: l'État sous pression statistique*, Paris, France, Zones, 209 p.
- CASTREE N., 2010, « Neoliberalism and the Biophysical Environment 2: Theorising the Neoliberalisation of Nature », *Geography Compass*, 4, 12, p. 1734–1746.
- DARDOT P., LAVAL C., 2010, *La nouvelle raison du monde: essai sur la société néolibérale*, Paris, France, la Découverte, impr. 2010, 498 p.
- DREYFUS F., 2011, « La révision générale des politiques publiques, une conception néolibérale du rôle de l'Etat ? », *Revue française d'administration publique*, 136, p. 857-864.
- HENRY O., PIERRU F., 2012, « Les consultants et la réforme des services publics », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 193, p. 4-15.
- LEAKEY R.E., LEWIN R., 1997, *La sixième extinction: évolution et catastrophes*, traduit par FLEURY V., Paris, France, Flammarion, 344 p.
- MARIS V., 2015, « Chapitre 7. Estimer l'inestimable. La nature mise à prix », dans *Economie de l'après-croissance. Politiques de l'Anthropocène 2*, Paris, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.).
- MERCIER J., 2001, *L'administration publique: de l'école classique au nouveau management public*, Sainte-Foy, Québec, Canada, Presses de l'Université Laval, xvi+518 p.
- O'TOOLE L.J., MEIER K.J., 2011, *Public management: organizations, governance, and performance*, Cambridge, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, xiv+317 p.
- PETTIBERT R., 2016, « Quantifier pour manager. L'émergence des paiements pour services environnementaux au sein des politiques publiques environnementales françaises », *Développement durable et territoires. Économie, géographie, politique, droit, sociologie*, Vol. 7, n°1.
- QUETIER F., REGNERY B., LEVREL H., 2014, « No net loss of biodiversity or paper offsets? A critical review of the French no net loss policy », *Environmental Science & Policy*, 38, p. 120-131.
- SALAS R., 2010, « Usages et mésusages de l'argument statistique : le pilotage des politiques publiques par la performance », *Revue française des affaires sociales*, 1-2, p. 129-147.
- STEFFEN W., GRINEVALD J., CRUTZEN P., MCNEILL J., 2011, « The Anthropocene: conceptual and historical perspectives », *Philosophical Transactions of the Royal Society A*, 369, 1938, p. 842–867.
- TAKACS D., 1996, *The idea of biodiversity: philosophies of paradise*, Baltimore, Etats-Unis d'Amérique, Johns Hopkins University Press, xix+393 p.
- THOMAS, F., BOISVERT, V. (dirs.), 2015, *Le pouvoir de la biodiversité: néolibéralisation de la nature dans les pays émergents*, Marseille, France, IRD éditions, 295 p.